

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Réserves de change : fort rebond des réserves de change en novembre

IPP et IPC : première déflation de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) depuis 11 ans et moindre contraction de l'Indice des Prix à la Production (IPP) en novembre

Crédits et masse monétaire : ralentissement de la croissance des agrégats de financement à +13,6% en novembre

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Banques : Liu Guiping, l'ancien président de la CCB, a été nommé vice-gouverneur de la PBoC

Ouverture financière : FTSE Russell retirera huit entreprises chinoises de ses indices boursiers mondiaux à compter du 21 décembre suite aux mesures prises par les Etats-Unis

Ouverture financière : Singapour accorde une « licence de banque complète éligible » (QFB) à China Construction Bank et une licence bancaire numérique à Ant Group

Ouverture financière : Goldman Sachs a demandé à détenir 100% de sa coentreprise de valeurs mobilières en Chine

Marché financier : la PBoC envisage de délivrer une deuxième licence de notation de crédit personnel

Marché obligataire : les sociétés de fonds chinoises soumettent des demandes d'ETF obligataires cross-market

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Commerce bilatéral : chiffres actualisés du commerce bilatéral entre janvier et octobre : déficit record du fait de la chute des ventes aéronautiques et des achats de matériel médical

Commerce extérieur : chiffres actualisés du commerce extérieur chinois entre janvier et novembre

Sanctions américaines : les Etats-Unis sanctionnent des entreprises maritimes, dont plusieurs chinoises, transportant du charbon nord-coréen

Relations Chine – US : le ministre des Affaires étrangères chinois s'engage à maintenir l'accord de phase 1

Relation Chine-Australie : plus de produits australiens soumis aux sanctions chinoises

Relations Chine-Australie : l'Australie renforce le contrôle des investissements chinois

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Sondage : la Chambre du commerce britannique en Chine publie les résultats de son enquête annuelle de confiance

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Electronique : Xiaomi aurait investi dans près de 400 entreprises chinoises spécialisées dans l'internet des objets (IoT) et la production intelligente

Semi-conducteurs : la filiale chinoise d'ARM annonce le développement d'un processeur qui serait « préservé » de potentielles restrictions américaines

Semi-conducteurs : plusieurs acteurs du secteur automobile en Chine font état de ruptures d'approvisionnement

Cybergouvernance : le Comité central du Parti Communiste Chinois (PCC) souhaite renforcer la gouvernance et le contrôle du cyberspace

Intelligence artificielle : Huawei et Megvii auraient développé un système de reconnaissance faciale permettant de reconnaître les personnes ouïgoures

Santé : alors que des vaccins chinois sont livrés à l'Indonésie, des politiques vaccinales prennent forme au niveau provincial en Chine

Semi-conducteurs : Tsinghua Unigroup devrait faire défaut sur 2,5Mds USD d'obligations

Propriété intellectuelle: les indicateurs mondiaux indiquent un recul des demandes de brevets dans le monde en 2019 du fait d'une baisse des dépôts chinois

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Finance verte : une coalition internationale de la Belt and Road Initiative soutenue par le gouvernement chinois recommande d'appliquer des contrôles environnementaux plus stricts pour les investissements chinois à l'étranger

Marché carbone : appel à commentaires sur un projet de guide en matière de comptabilisation et bilan des émissions de gaz à effet de serre

Transport : nouvelle tarification dynamique pour la ligne TGV Pékin –Shanghai

Développement durable : publication des retours d'expériences des zones pilotes de civilisation écologique

Aéronautique : les programmes de Xi'an Aircraft Company connaissent des difficultés

ACTUALITES REGIONALES ([ici](#))

Wuhan : Huawei bâtit une usine de semi-conducteurs dans la « Vallée optique » de Wuhan.

Delta du Yangtsé : Mise en service d'un tronçon supplémentaire (Huai'an-Zhenjiang) de la ligne LGV qui relie le nord du Jiangsu et les grandes métropoles du Delta

Shanghai : L'ouverture officielle de la zone des produits chimiques pour l'électronique de Shanghai est vitale pour l'industrie chinoise des circuits intégré.

Sichuan : Air Liquide mise sur l'hydroélectricité pour produire un hydrogène 100 % propre

Sichuan : Mise en service à Chengdu d'un nouveau réacteur expérimental à fusion nucléaire

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

HONG KONG

Economie : le PIB de Hong Kong devrait se contracter en 2020 de -6,5% selon Fitch, et de -5,8% selon S&P.

Impact économique du Covid-19 : le gouvernement impose de nouvelles restrictions le 9 décembre pour freiner la contamination dans le cadre de la 4^{ème} vague de COVID-19.

Monnaie digitale : dans un communiqué du 4 décembre la HKMA annonce un projet pilote de tests du e-CNY entre Hong Kong et la Chine.

Régulation financière : le régulateur comptable hongkongais a pour la 1^{ère} fois obtenu du ministère des finances chinois la transmission des comptes audités de 7 entreprises chinoises cotées à Hong Kong, jusqu'alors considérés par la Chine comme des « secrets d'Etat ».

MACAO :

Economie : Fitch prévoit une contraction du PIB de Macao de -50% en 2020.

TAIWAN ([ici](#))



CBC : la banque centrale s'inquiète de l'appréciation du TWD et de l'augmentation des prêts immobiliers

Commerce extérieur : l'excédent commercial atteint 53 Mds USD (+29,3%) sur les 11 premiers mois

Semi-conducteurs : vers une localisation croissante de la production d'équipements à Taïwan

Transition numérique : la ville de Kaohsiung lance une alliance « 5G AIoT »

Croissance : l'industrie des TIC reste l'un des principaux moteurs de la croissance en 2021

MONGOLIE ([ici](#))

Impact du confinement sur la situation des ménages mongols : épuisement de l'épargne et difficulté à honorer les créances bancaires.

Commerce : une contraction du commerce extérieur de 7,1%, contrebalancée par une réduction des importations sur les 11 premiers mois de l'année 2020

Moody's Investors Service: réévaluation des mesures de notation pour neuf banques commerciales mongoles, suite à la mise à jour par la Banque de Mongolie des critères concernant l'obligation de réserves de change

CONJONCTURE

Réserves de change : fort rebond des réserves de change en novembre

D'après les données publiées par la SAFE le 7 décembre, les réserves de change ont rebondi fortement de 50,5 Mds USD en novembre, passant de 3128 à 3179 Mds USD (+1,6% en g.m.), après la baisse des deux mois précédents. Cette augmentation est attribuable aux variations de taux de change et de prix des actifs. En termes de variations des taux de change, les principales devises se sont globalement appréciées par rapport au dollar en novembre, l'euro augmentant de +2,4%, la livre de +2,9% et le yen de +0,3%. Du point de vue des prix des actifs détenus, l'indice des obligations internationales a augmenté de +0,6%, l'indice S&P 500 a progressé de +10,8% et l'indice Euro Stoxx 50 de +18,1%, l'indice Nikkei 225 a augmenté de +15%.

IPP et IPC : première déflation de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) depuis 11 ans et moindre contraction de l'Indice des Prix à la Production (IPP) en novembre

L'IPP a enregistré une moindre contraction à -1,5% en novembre en g.a., contre -2,1% en octobre. Cette évolution s'explique par les sous-indices du secteur extractif (-3,6% en novembre contre -5,1% en octobre) et du secteur des matières premières (-4,2% en novembre contre -6,0% en octobre), lui-même en lien avec la hausse mondiale des prix du pétrole, ainsi que par l'augmentation des prix dans l'industrie de transformation du gaz et du charbon dans un contexte de la demande accrue de chauffage en hiver. Pour mémoire, le taux de croissance de l'IPP s'infléchit nettement depuis juin 2018, date à laquelle il atteignait +4,7%. Cette contraction signale une demande en baisse pour la production industrielle et une diminution des profits pour le secteur manufacturier.

Le rythme de croissance de l'IPC poursuit son ralentissement en enregistrant une déflation de -0,5% en novembre contre +0,5% en octobre, une première depuis 11 ans. Ce fléchissement s'explique principalement par l'évolution des composantes volatiles – forte baisse du prix du porc (-12,5% en novembre en g.a. contre -2,8% en octobre) et ralentissement de l'augmentation du prix des légumes (+8,6% en novembre contre +16,7% en octobre). Cependant, l'économie chinoise ne connaît pas une véritable déflation, car une base de comparaison élevée des prix du porc l'année dernière en raison de la peste porcine africaine rend la baisse de l'IPC de ce mois moins significative. Pour mémoire, le poids des prix du porc dans l'IPC est particulièrement important (estimé à environ 3% selon *Citic Securities Co*, le gouvernement ne précisant pas sa méthode de calcul de l'IPC). L'objectif d'inflation pour 2020, fixé par les autorités lors des assemblées législatives de mai (Lianghui), est de +3,5%. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) est constante à +0,5% à fin novembre pour le 5^{ème} mois consécutif, alors qu'elle oscille entre +1,2% et +2,5% depuis fin 2010.

Crédits et masse monétaire : ralentissement de la croissance des agrégats de financement à +13,6% en novembre

Selon les statistiques préliminaires publiées par la PBoC, l'agrégat de financement à l'économie hors administrations publiques (« *Total social financing* », TSF) a augmenté de 2130 Mds RMB en novembre, soit une croissance ralentie de +13,6% en g.a. contre +13,7% en octobre. Cette évolution s'explique principalement par le ralentissement des émissions d'obligations de sociétés en novembre à +19,3% en g.a. contre +20,4% en octobre, affecté par les récentes vagues de défauts obligataires, en particulier des SOEs. La courbe de croissance du TSF par rapport à la période de forte accélération de février à mai reflète la normalisation de la politique monétaire par la PBoC, étant donné que le rebond de l'économie chinoise se confirme et que le gouvernement chinois s'efforce de contrôler le niveau d'endettement.



Le rythme d'augmentation des nouveaux crédits bancaires se ralentit légèrement à +12,8% en novembre en g.a. contre +12,9% en octobre. Néanmoins, il convient de noter que les prêts aux ménages à long terme sont restés solides en novembre avec une croissance de +505 Mds RMB, reflétant la vigueur du marché immobilier. Les prêts aux entreprises à long terme ont également augmenté de +589 Mds RMB en novembre, indiquant un regain de confiance des entreprises.

La croissance des dépôts bancaires s'élève à +10,7% en g.a. à fin novembre contre +10,3% à fin octobre, les dépôts des ménages, des entreprises et des institutions financières non-bancaires ayant fortement augmenté (respectivement +633 Mds RMB contre -957 Mds RMB en octobre ; +848 Mds RMB contre -864 Mds RMB en octobre ; +852 Mds RMB contre +292 Mds RMB en octobre). En revanche, l'épargne des administrations publiques baisse compte tenu de l'utilisation des nouveaux *Special purpose bonds* (-182 Mds RMB contre +905 Mds RMB en octobre).

La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 s'accélère à +10,7% en novembre contre +10,5% en octobre.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Banques : Liu Guiping, l'ancien président de la CCB, a été nommé vice-gouverneur de la PBoC

Liu Guiping, l'ancien président de la banque d'Etat *China Construction Bank Corp. (CCB)*, a été nommé vice-gouverneur de la PBoC, remplaçant Zhu Hexin qui est devenu président du conglomérat financier Citic Group Corp en mars 2020. Liu, 54 ans, a plus de trois décennies d'expériences dans le secteur financier. Il a passé les 25 premières années de sa carrière à la *Agriculture Bank of China*, en tant que président de la succursale dans la province du Fujian et à Shanghai. De 2014 à 2016, Liu était vice-président exécutif de *China Investment Corp.*, le fonds souverain chinois. Il a occupé le poste de maire adjoint de Chongqing entre 2016 et 2019, notamment en charge de la supervision financière. Il a ensuite pris la fonction de président de la CCB l'année dernière.

Ouverture financière : FTSE Russell retirera huit entreprises chinoises de ses indices boursiers mondiaux à compter du 21 décembre suite aux mesures prises par les Etats-Unis

Le 12 novembre, le président américain a signé un décret qui désignait 31 entreprises comme détenues ou contrôlées par l'armée chinoise et interdisait aux Américains d'investir dans ces entreprises à partir du 11 janvier 2021, quelques jours à peine avant la nomination prévue du président élu américain Joe Biden. Le 3 décembre, Donald Trump a ajouté quatre autres sociétés chinoises à la liste noire, dont le premier fabricant de puces *Semiconductor Manufacturing International Corporation* et le géant pétrolier *China National Offshore Oil Corporation* ou *CNOOC*.

FTSE Russell, l'un des plus grands fournisseurs d'indices internationaux, a déclaré qu'il retirerait huit entreprises chinoises de ses indices boursiers mondiaux à compter du 21 décembre après que le gouvernement américain a accusé certaines sociétés chinoises d'avoir des liens avec l'armée et interdit aux investisseurs américains de négocier et de détenir leurs actions. Les entreprises chinoises que FTSE Russell retirera sont les suivantes : *China Communications Construction Company*, *China Spacesat*, *China Nuclear Engineering & Construction Corporation*, *Hangzhou Hikvision*, *CRRC*, *Dawning Information (Sugon)*, *China National Chemical Engineering Group* et *China Railway Construction*, qui comptent une capitalisation totale de 143 Mds USD. Selon FTSE Russell, Les sociétés sanctionnées ne seront considérées pour la réintégration dans les indices de FTSE Russell qu'après une période de 12 mois à compter de la suppression des sanctions. D'autres fournisseurs d'indices sont également en train d'évaluer l'impact de ces mesures de sanction.

Ouverture financière : Singapour accorde une « licence de banque complète éligible » (QFB) à *China Construction Bank* et une licence bancaire numérique à *Ant Group*

L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a annoncé mardi l'octroi d'une licence de banque complète éligible (*Qualifying Full Bank, QFB*) à la *China Construction Bank (CCB)* en vertu du protocole de mise à niveau de l'accord de libre-échange Chine-Singapour (*China-Singapore Free Trade Agreement Upgrade Protocol*). Il s'agit de la 10^{ème} licence QFB accordée aux banques étrangères et la troisième licence QFB accordée aux banques chinoises. Selon la MAS, les banques étrangères détenant la licence QFB peuvent entreprendre des opérations bancaires universelles et exploiter un total de 25 sites. La succursale CCB de Singapour a déclaré qu'elle créerait un centre de financement pour le *commodity trade*, un centre de transaction de banque d'investissement et un centre d'innovation fintech à Singapour, suite à l'octroi de la licence QFB. Les deux autres banques chinoises à Singapour détenant des licences QFB sont la *Bank of China* et *Industrial and Commercial Bank of China*.

La MAS a également annoncé plusieurs initiatives visant à renforcer la coopération financière entre Singapour et la Chine, notamment dans les domaines des transactions en RMB, des marchés boursiers,



de la finance numérique et de la finance verte. *Ant Group, Greenland Financial Holdings, Linklogis Hong Kong et Beijing Co-operative Equity Investment Fund Management* se verront attribuer des licences de banque numérique par la MAS.

Ouverture financière : Goldman Sachs a demandé à détenir 100% de sa coentreprise de valeurs mobilières en Chine

Goldman Sachs a demandé aux régulateurs chinois de prendre le contrôle total de sa coentreprise de valeurs mobilières en Chine, *Goldman Sachs Gao Hua*. L'approbation réglementaire ferait de *Goldman Sachs* la première institution financière étrangère à détenir 100% de sa coentreprise de valeurs mobilières en Chine. Si cette demande est approuvée, *Goldman Sachs* renommera son unité chinoise en *Goldman Sachs (China) Securities Co.* de l'actuelle *Goldman Sachs Gao Hua Securities Co.* Elle transfèrera également toutes ses activités en Chine vers l'unité en propriété exclusive.

Pour mémoire, la Chine a annoncé à fin 2017 que les sociétés étrangères pourraient détenir une participation majoritaire dans des entreprises de valeurs mobilières soumises à l'approbation réglementaire. Cette année, la Chine a encore levé les plafonds de participation étrangère dans les secteurs des contrats à terme (*futures*), des valeurs mobilières et des fonds communs. En outre, Pékin a promis de continuer à assouplir les restrictions sur ses marchés financiers en élargissant l'accès des investisseurs non-résidents aux contrats à terme et aux options chinois et en supprimant le quota sur les entrées de capitaux étrangères. En mars 2020, *Goldman Sachs* et *Morgan Stanley* ont reçu l'autorisation d'augmenter les participations dans leurs coentreprises de valeurs mobilières chinoises respectives à 51%. En octobre, *JP Morgan* a accru la participation dans sa coentreprise de valeurs mobilières en Chine à 71% et a encore déclaré vouloir la pleine propriété. Par ailleurs, *JP Morgan* a déjà demandé à prendre le contrôle total de sa coentreprise de fonds communs en Chine en attendant l'approbation réglementaire.

Marché financier : la PBoC envisage de délivrer une deuxième licence de notation de crédit personnel

La PBoC envisage de délivrer une licence de notation de crédit personnel à *Pudao Credit*. Si la PBoC approuve la demande, *Pudao Credit* sera la deuxième société à fournir des rapports de crédit personnel en Chine. *Pudao Credit* sera basée à Pékin avec un capital social de 1 Md RMB, et son principal actionnaire sera la société financière publique *Beijing Financial Holdings Group Ltd.* Les autres actionnaires comprendront la branche fintech du géant du commerce électronique *JD.com Inc.*, *Jingdong Digits Technology Holding Co. Ltd.*, l'unité fintech du fabricant de smartphones *Xiaomi Corp.* et la start-up de reconnaissance faciale *Beijing Kuangshi Technology Co. Ltd.* Zhao Yihan, directeur général adjoint du *Credit Reference Center*, sera nommé président de *Pudao Credit*.

L'essor du crédit à la consommation en Chine au cours des dernières années a généré une forte demande de services financiers. En 2018, *Baihang Credit Scoring*, une agence soutenue par la banque centrale, a été fondée pour collecter des informations auprès des canaux de crédit en dehors du système financier traditionnel comme le microcrédit et le crédit à la consommation. La PBoC gère également son propre système de notation du crédit, le *Credit Reference Center*, qui regroupe principalement les données des banques et d'autres prêteurs traditionnels. Les deux plates-formes existantes sont utilisées par les prêteurs pour évaluer les clients. La PBoC était assez prudente pour la délivrance de licences de notation du crédit au cours des dernières années en raison de préoccupations concernant la vie privée et l'indépendance des entreprises. En 2017, elle a refusé les demandes soumises par huit entreprises, y compris ceux soutenus par les géants de la technologie *Ant Group Co. Ltd.* et *Tencent Holdings Ltd.*



Experian, le géant britannique de la notation de crédit, a annulé son projet de quitter la Chine après que le gouvernement s'est engagé à promouvoir un développement sain du secteur de la notation de crédit personnel. *Experian* pourrait chercher à créer une coentreprise avec des partenaires chinois pour demander une licence de notation de crédit personnel en Chine. Entré en Chine en 2005, *Experian* a établi des opérations dans quatre domaines principaux : services de crédit, prise de décision et analyse, antifraude et certification d'identité ainsi que qualité des données. En 2015, *Experian* s'est associée à *Jingdong Digits Technology* dans le développement d'un système anti-fraude en ligne.

Marché obligataire : les sociétés de fonds chinoises soumettent des demandes d'ETF obligataires *cross-market*

Un certain nombre de sociétés de fonds ont soumis des demandes d'inscription de fonds négociés en bourse (*exchange-traded funds, ETF*) obligataires *cross-market* sur les bourses de Shanghai et de Shenzhen, une étape supplémentaire dans l'exécution d'un programme pilote annoncé par la Chine en mai 2019 pour interconnecter les marchés obligataires fragmentés du pays. Le lancement des ETF obligataires *cross-market* signifie que les investisseurs peuvent échanger directement leurs avoirs en obligations interbancaires contre des ETF, améliorant l'efficacité du marché obligataire.

Depuis 2018, la PBoC et le régulateur des valeurs mobilières (CSRC) ont pris des mesures pour unifier les marchés obligataires segmentés. Dans un avis conjoint en septembre 2018, la PBoC et la CSRC ont publié des lignes directrices pour l'activité de notation afin de « promouvoir l'interconnexion des marchés obligataires et le développement ordonné de l'industrie de la notation de crédit ». En juillet 2020, la PBoC et la CSRC ont déclaré dans un communiqué conjoint que les investisseurs qualifiés sur le marché interbancaire et sur les bourses de Shanghai et de Shenzhen pourraient négocier les obligations cotées sur les deux marchés, via un mécanisme unifié de « connexion ».

Pour mémoire, le marché obligataire chinois est le deuxième marché au monde au regard de critères de taille, pour un montant total de 15400 Mds USD, mais chaque compartiment fonctionne indépendamment, sous la supervision de deux régulateurs différents. Le marché des obligations interbancaires est réglementé par la PBoC, alors que le marché des obligations négociées sur des marchés organisés est supervisé par le CSRC. Le marché des obligations interbancaires a enregistré un volume d'activité d'environ 23 500 Mds RMB en juin, en hausse de 36,5% en g.a., contre 1400 Mds RMB pour le marché des obligations régies par la CSRC, soit une croissance de 105,9% en g.a., selon les données de la Banque centrale.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Commerce bilatéral : chiffres actualisés du commerce bilatéral entre janvier et octobre : déficit record du fait de la chute des ventes aéronautiques et des achats de matériel médical

Après avoir déjà enregistré un record en 2019 (31,6 Mds EUR), le déficit commercial de la France vis-à-vis de la Chine continu de se creuser en 2020 : sur les dix premiers mois de l'année, il atteint déjà 33,1 Mds EUR (à comparer à 27,0 Mds EUR sur la même période en 2019). Les exportations françaises vers la Chine ont fortement chuté en 2020 : -22,9 % en g.a. sur les dix premiers mois de l'année. Cette baisse s'explique exclusivement par le secteur aéronautique dont les exportations ont baissé de 77,8 % (à 1,3 Md EUR) par rapport à 2019.

Hors ventes aéronautiques, les exportations ont cependant augmenté : +6,0 % sur les dix premiers mois à 11,8 Mds EUR. Les ventes du secteur aéronautique se sont en effet effondrées (-77,8 % à 1,3 Md EUR) et ne représentent que 9,9 % de nos ventes (à comparer à 34,5 % entre janvier et octobre 2019). Les exportations de véhicules automobiles ont été quasiment nulles (-95,3 % à 2,9 MEUR).

En revanche, les exportations de produits pharmaceutiques ont augmenté (+16,3 % à 1,2 Md EUR sur les dix premiers mois), tout comme celles des secteurs agricoles et agroalimentaires (+15,0 % à 2,6 Mds EUR), tirées par la forte hausse des exportations de céréales (+162,9 % à 700 MEUR) et de viandes (+34,5 % à 392 MEUR). Les exportations de produits chimiques, cosmétiques et de parfum (+11,1 % à 2,3 Md EUR) ont également été dynamiques.

Les importations françaises de biens chinois ont augmenté sur les dix premiers mois (+4,8 % à 46,2 Mds EUR) en lien avec l'explosion des importations de produits textiles et d'habillement (+40,9 % à 11,7 Mds EUR), dont font partie les masques (de 178 MEUR en 2019 à 4,8 Mds EUR en 2020), et l'augmentation des importations d'ordinateurs (+4,3 % à 4,5 Mds EUR). Les importations d'équipements électriques et ménagers ont en revanche diminué (-5,5 % à 5,2 Mds EUR).

Echanges de biens entre la France et la Chine entre janvier et octobre 2020

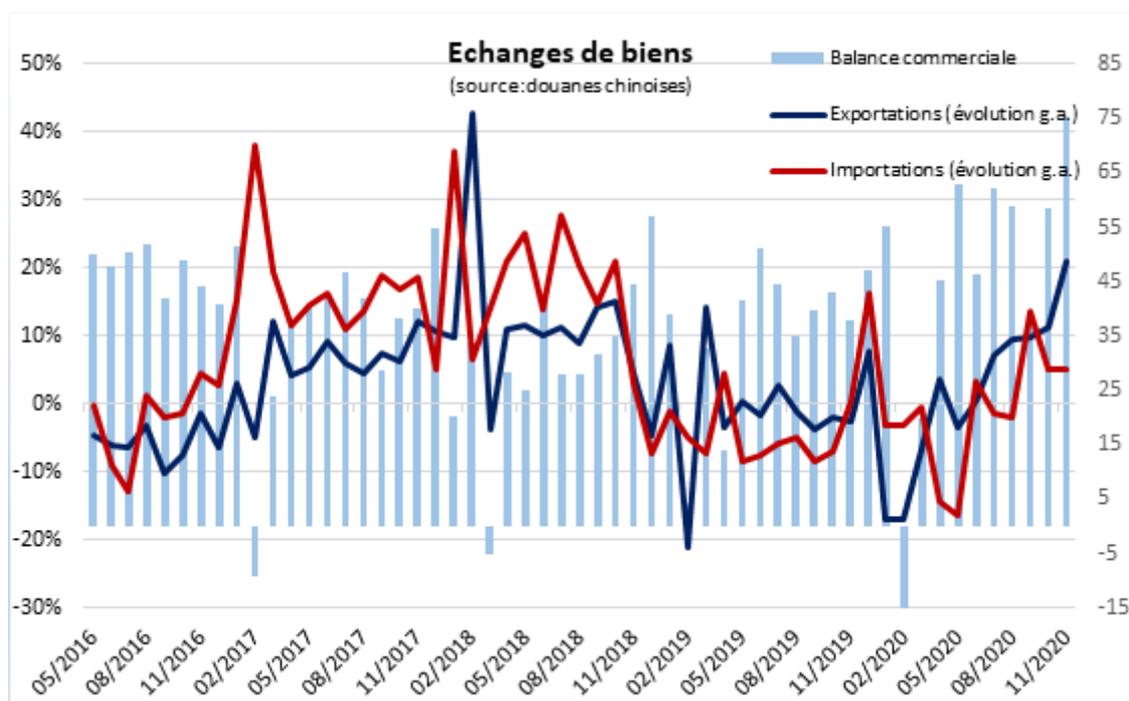
	Montant (Mds EUR)	Evolution en g.a.
Echanges totaux	59,3	-2,9 %
Exportations françaises	13,1	-22,9 %
<i>Matériel de transport</i>	<i>1,5</i>	<i>-75,9 %</i>
<i>Agricole et agroalimentaire</i>	<i>2,6</i>	<i>+15,0 %</i>
<i>Chimie, parfums, cosmétiques</i>	<i>2,3</i>	<i>+11,1 %</i>
Importations françaises	46,2	+4,8 %
<i>Informatique, électronique</i>	<i>11,8</i>	<i>-0,9 %</i>
<i>Textile, habillement, chaussures</i>	<i>11,7</i>	<i>+40,9 %</i>
<i>Equip. électriques et ménagers</i>	<i>5,3</i>	<i>-5,5 %</i>
Balance commerciale	-33,1	Hausse du déficit de 22 % (+6,0 Mds EUR)

En novembre, les exportations de biens chinois ont enregistré une croissance bien plus élevée qu'attendu : +21,1 %, en particulier grâce à (i) des ventes importantes de matériel électrique et électronique (qui expliquent 15 % des 21 % de croissance) ; (ii) une forte hausse des exportations vers les Etats-Unis (+46 % à 52,0 Mds USD).

Les importations sont restées dynamiques (+5,0 %) pouvant indiquer une reprise de la consommation intérieure mais également une volonté de se rapprocher des objectifs fixés dans le *phase-1 deal* (+32,7 % pour les importations en provenance des Etats-Unis).

Commerce extérieur : chiffres actualisés du commerce extérieur chinois entre janvier et novembre (douanes chinoises)

	Montant (Mds USD)	Evolution en g.a. (valeur USD)
Echanges totaux	4 173,1	+0,8 %
Exportations chinoises	2 316,5	+2,5 %
Importations chinoises	1 856,6	-1,1 %
Balance commerciale	459,9	+20,3 % (augmentation de la balance commerciale de 77,5 Mds USD)



Principaux fournisseurs de la Chine sur la période janvier-novembre 2020 (source : douanes chinoises)

Fournisseur	Montant (Mds USD)	Part de marché (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
ASEAN	269,1	14,5	+5,5 %
Union européenne	230,6	12,4	-8,4 %
<i>dont Allemagne</i>	93,4	5,0	-2,5 %
<i>dont France</i>	26,6 <i>(nb : selon les douanes FR, nos exportations vers la Chine ont atteint seulement 11,5 Md€ entre janvier et septembre 2020)</i>	1,4	-11,4 %
Taiwan	181,7	9,8	+15,7 %
Corée du Sud	157,6	8,5	-0,7 %
Japon	157,8	8,5	+1,7 %
États-Unis	118,5	6,4	+6,6 %
Australie	105,2	5,7	-3,6 %

Principaux clients de la Chine sur la période janvier-novembre 2020 (source : douanes chinoises)

Client	Montant (Mds USD)	Part des exports (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
États-Unis	405,6	17,5	+5,8 %
Union européenne	350,3	15,1	-9,6 %
ASEAN	341,0	14,7	+5,7 %
Hong Kong	241,2	10,4	-4,4 %
Japon	129,3	5,6	-1,2 %
Corée du Sud	101,3	4,4	+0,4 %

Selon les chiffres préliminaires des douanes chinoises pour le mois de novembre, les exportations ont enregistré leur plus forte croissance depuis février 2018 : 21,1 % en g.a.. Les importations sont restées dynamiques avec une augmentation de 5,0 %. La balance commerciale de la Chine a augmenté de 17,0 Mds USD pour atteindre 75,4 Mds USD.

Sur les onze premiers mois de 2020, les exportations ont augmenté (+2,5 % à 2 316,5 Mds USD) alors que les importations ont baissé (-1,1 % à 1 856,6 Mds USD). Le total des échanges a augmenté de 0,8 %.

En novembre, les **exportations chinoises** ont augmenté vers la plupart des partenaires, notamment vers les États-Unis (+46,1 % à 52,0 Mds USD), l'ASEAN (+10,0 % à 39,1 Mds USD), le Japon (+5,7 % à

12,3 Mds USD), l'Union européenne (+8,6 % à 37,5 Mds USD), la Corée du Sud (+9,5 % à 10,6 Mds USD) et l'Australie (+22,6 % à 5,7 Mds USD).

Les exportations de produits électriques et mécaniques ont augmenté (+25,0 % à 166,3 Mds USD) de par la hausse des exportations de circuits-intégrés (+26,4 % à 11,5 Mds USD) et de la forte hausse des ventes d'ordinateurs (+34,3 % à 21,2 Mds USD) et de téléphones mobiles (+29,2 % à 20,6 Mds USD) suite aux lancements des derniers modèles en fin d'année. Celles de produits *high-tech* (+21,1 % à 86,1 Mds USD) et de produits textiles (+21,0 % à 12,0 Mds USD ; comprend les masques) ont également été dynamiques. Les exportations pétrole raffiné (-58,2 % à 1,7 Md USD) ont continué de chuter.

Sur les onze premiers mois, les exportations ont augmenté à destination de certains partenaires importants, dont les Etats-Unis (+5,8 % à 405,6 Mds USD), les pays de l'ASEAN (+5,7 % à 341,0 Mds USD), la Corée du sud (+0,4 % à 101,3 Mds USD) et l'Australie (+9,6 % à 47,8 Mds USD). Les exportations ont diminué vers l'UE (-9,6 % à 350,3 Mds USD) et le Japon (-1,2 % à 115,7 Mds USD).

Les exportations de produits high-tech (+4,6 % à 694,2 Mds USD), de produits électroniques (+4,0 % à 1 374 Mds USD) et de circuits intégrés (+13,7 % à 104,6 Mds USD) ont été dynamiques.

En novembre, les **importations** chinoises en provenance des principaux partenaires ont été dynamiques, notamment en provenance des Etats-Unis (+32,7 % à 14,6 Mds USD), de l'ASEAN (+9,3 % à 28,3 Mds USD), de l'Union européenne (+4,5 % à 26,2 Mds USD), du Japon (+7,1 % à 16,4 Mds USD), de la Corée du sud (+5,9 % à 16,1 Mds USD) et de l'Australie (+9,2 % à 9,5 Mds USD) malgré les tensions commerciales.

Parmi les principaux postes, les importations de produits électroniques et mécaniques (+10,7 % à 93,3 Mds USD), de produits *high-tech* (+13,6 % à 67,0 Mds USD) et de produits agricoles (+11,2 % à 15,2 Mds USD) sont en hausse, tirées par les importations de soja (+21,3 % à 4,0 Mds USD).

Sur les onze premiers mois de 2020, les importations en provenance de l'Union européenne (-8,4 % à 230,6 Mds USD), de la Corée du Sud (-0,7 % à 157,6 Mds USD) et de l'Australie (-3,6 % à 105,2 Mds USD) ont diminué. Celles en provenance des pays de l'ASEAN (+5,5 % à 269,1 Mds USD), de Taiwan (+15,7 % à 181,7 Mds USD) et des Etats-Unis (+6,6 % à 118,5 Mds USD) ont été dynamiques.

Les importations de produits mécaniques et électriques (+4,7 % à 853,1 Mds USD), de produits *high-tech* (+6,6 % à 614,2 Mds USD) - du fait du dynamisme des importations de circuits intégrés (+14,1 % à 316,8 Mds USD) -, des produits agricoles (+13,7 % à 153,5 Mds USD) et de minerais de fer (+17,6 % à 107,0 Mds USD) ont été dynamiques. Les importations de matériel médical et de médicaments ont augmenté (+4,7 % à 33,9 Mds USD). En revanche, les importations de produits énergétiques dont le pétrole brut (-24,5 % à 163,7 Mds USD) et le charbon (-21,2 % à 18,3 Mds USD) ont continué de chuter.

Sanctions américaines : les Etats-Unis sanctionnent des entreprises maritimes, dont plusieurs chinoises, transportant du charbon nord-coréen

Le [Trésor](#) américain a ajouté sur liste noire six entreprises, dont trois basées en Chine¹, et quatre navires accusés d'exportations illicites de charbon nord-coréen. Les Etats-Unis ont également appelé les autorités chinoises à "appliquer et faire respecter" les résolutions des Nations unies en prenant des mesures contre "les entreprises, les individus et les navires qui se livrent" à des violations des sanctions.

¹ Weihai Huijiang Trade Ltd, Always Smooth Ltd et Good Siblings Ltd

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois a [répondu](#) "Nous nous opposons à ce que tout pays exerce des sanctions unilatérales et une juridiction de longue durée conformément à son droit interne contre des entités et des individus chinois, [...] nous continuerons à prendre des mesures essentielles pour faire respecter les droits et intérêts légitimes des entreprises et des individus chinois".

Les sanctions impliquent un gel des biens des entités ciblées aux Etats-Unis, ainsi qu'une interdiction pour les entités américaines et les entités présentes sur le sol américain d'engager des relations commerciales avec celles-ci.

Relations Chine – US : Le ministre des Affaires étrangères chinois s'engage à maintenir l'accord de phase 1

D'après l'*US - China Business Council*, le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi a assuré le 6 décembre, lors d'une vidéoconférence, que Pékin restait toujours engagé dans l'accord de phase 1. Le président de l'organisation, Craig Allen, a quant à lui déclaré à [Reuters](#) qu'il était certain que la Chine respectera ses engagements.

Malgré le retard de l'accomplissement des objectifs prévus par l'accord, l'*US – China Business Council* considère toujours que l'accord est réussi en termes de modification des barrières chinoises qui empêchaient la mise en place de conditions équitables.

D'après [PIIE](#), les achats de produits américains prévus par l'accord de phase 1 sont loin d'atteindre l'objectif fixé : 75,5 Mds USD de janvier à octobre, loin des 137,3 Mds USD d'importations nécessaires sur les dix premiers mois pour atteindre l'objectif de 172,7 Mds USD en 2020 dans le cadre de l'accord.

Relation Chine-Australie : plus de produits australiens soumis aux sanctions chinoises

Le 7 décembre, la Chine [a suspendu les importations de viande bovine d'un sixième fournisseur australien - Meramist Pty Ltd](#), sans aucune raison. En mai, la Chine avait suspendu les importations de viande en provenance des quatre plus grands producteurs australiens; en août, les importations d'un cinquième fournisseur avaient été suspendues.

La Chine [a également suspendu les importations de viande ovine des deux fournisseurs australiens : Australian Lamb Co. et JBS Brooklyn](#), à la suite de leurs fermetures temporaires à cause de la pandémie du Covid-19. En 2019, la Chine est devenue le premier marché pour la viande ovine australien, dont les importations atteignent une valeur de 578 MUSD.

Le 11 décembre, le ministère chinois du Commerce (MofCom) [a imposé des droits provisoires antisubventions sur le vin australien](#), estimant que le taux de subventions des entreprises australiens atteint 6,3% ; cette décision provisoire résulte d'une enquête lancée en août 2020. Le MofCom avait déjà imposé les droits provisoires antidumping sur le vin australien à partir du 28 novembre (cf. [Brèves du SER du 30 novembre](#)).

La relation entre Pékin et Canberra a connu une dégradation certaine, en particulier à la suite d'une demande en avril 2020 de la part du gouvernement australien pour une enquête indépendante sur l'origine du coronavirus en Chine.

Relations Chine-Australie : l'Australie renforce le contrôle des investissements chinois

Le 8 décembre, le Parlement australien a adopté une loi qui confère au ministre des Affaires étrangères le pouvoir de mettre au rebut les accords entre les pays étrangers et les gouvernements locaux ou les



universités australiennes qui sont jugés préjudiciables à la politique étrangère nationale. La nouvelle loi vise à préciser que les questions liées aux relations extérieures sont réservées au gouvernement fédéral. Selon plusieurs médias australiens, environ 130 accords pourraient potentiellement être concernés par la loi, dont 48 avec la Chine.

La législation a été rédigée en partie en réponse à un protocole d'accord litigieux signé par l'Etat de Victoria en octobre 2018 pour soutenir l'initiative chinoise de construction d'infrastructures dans le cadre de l'initiative des Nouvelles routes de la soie. Le gouvernement de Victoria est contrôlé par le Parti travailliste, qui fait partie de l'opposition au Parlement national. Le Premier ministre, membre du Parti libéral, a publiquement reproché à l'accord signé par l'Etat de Victoria d'avoir sapé la politique étrangère nationale.

Le Parlement a ensuite adopté le 9 décembre une loi exigeant que toutes les acquisitions étrangères de terrains ou d'entreprises qui pourraient nuire à l'intérêt national du pays soient d'abord examinées par le Conseil fédéral d'examen des investissements. Auparavant, les transactions inférieures à 205 MUSD étaient exemptées du mécanisme de *screening*.

Retour au sommaire ([ici](#))



CLIMAT DES AFFAIRES

Sondage : la Chambre du commerce britannique en Chine publie les résultats de son enquête annuelle de confiance

Le 8 décembre, la Chambre du commerce britannique en Chine a publié le sondage annuel 2020-2021 auprès de ses entreprises membres : 500 entreprises britanniques implantées en Chine ont été sondées ; 256 ont répondu aux toutes les questions.

La pandémie a eu un impact important sur la confiance des entreprises en 2020 : 45 % des entreprises sondées ont prévu une diminution de revenu en Chine (13 % seulement en 2019). 67 % des entreprises (48 % en 2019) ont jugé qu'il a été plus difficile de conduire des affaires en Chine par rapport à l'année précédente (64 % l'attribuent à des « facteurs économiques »). Les perturbations des voyages d'affaires, une diminution de la demande pour les produits/services, ainsi que l'incertitude et l'incapacité à prendre des décisions d'affaires ont été cités comme les trois premiers défis liés à la crise du Covid-19.

Néanmoins, la majorité des entreprises membres restent attachées au marché chinois : 44 % des entreprises envisagent d'augmenter leurs investissements en Chine pour la prochaine année, 37 % n'envisagent aucun changement, seulement 7 % envisagent de les réduire. Parmi les entreprises envisageant une augmentation des investissements, 82 % ont mentionné le potentiel du marché chinois comme facteur principal, seulement 12 % ont mentionné l'ouverture réglementaire (à comparer à 22% en 2019. Par ailleurs, seulement 5 % des entreprises prévoient de délocaliser leurs chaînes de production en dehors de la Chine.

Parmi les défis réglementaires, la cyber-sécurité et les restrictions informatiques, l'accès ou la mobilisation des finances des entreprises, ainsi que la concurrence avec les entreprises publiques ou les entreprises parrainées par l'Etat ont été cités en premier. Si 25 % des entreprises britanniques ont considéré avoir subi des traitements inéquitable vis-à-vis des entreprises privées chinoises, la proportion atteint 33 % vis-à-vis des entreprises publiques. Seulement 16 % des entreprises considèrent que l'entrée en vigueur de la Loi sur les investissements étrangers a eu un impact positif sur leur capacité à conduire des affaires en Chine ; 46 % jugent que la loi n'a eu aucun effet.

Concernant un potentiel accord de libre-échange entre la Chine et le Royaume-Uni, les trois implications les plus citées ont été (i) la capacité complète de transférer les capitaux entre le Royaume-Uni et la Chine, (ii) la levée des droits de douanes sur les importations des deux côtés et (iii) la facilitation d'obtention des licences et des certificats.

[Consulter le sondage en ligne](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Electronique : Xiaomi aurait investi dans près de 400 entreprises chinoises spécialisées dans l'internet des objets (IoT) et la production intelligente

A l'occasion [d'une conférence annuelle](#) organisée par le magazine Chinese entrepreneurs (中国企业家), le directeur exécutif du groupe Xiaomi, Wang Xiang, a présenté la stratégie du groupe. Après d'être félicité de son positionnement sur le marché européen des smartphones (troisième marque en termes de ventes), Wang Xiang a détaillé la contribution de son entreprise à la stratégie de la « circulation duale » (双循环) illustrée par les investissements de l'entreprise sur le marché chinois, destinés à soutenir le développement de l'écosystème industriel et technologique local.

Xiaomi aurait ainsi pris des participations, via un fonds d'investissements stratégique, dans près de 300 entreprises chinoises, en particulier dans le domaine de l'internet des objets (IoT) où la marque est elle-même très présente grâce à son écosystème d'objets connectés « Mi ».

En outre, le groupe a contribué à un autre fonds, doté de 12 Mds CNY (1,5 Md EUR) et créé conjointement avec le fonds public du Hubei Yangtze River Industry Fund (长江产业基金), ayant pour objectif d'investir dans les technologies de production en amont de la chaîne de valeur et les composants-clés. Ce fonds aurait aujourd'hui investi dans près de 80 entreprises, conformément à la stratégie du groupe, initiée deux ans auparavant, d'investir dans les technologies de production avancée.

Semi-conducteurs : la filiale chinoise d'ARM annonce le développement d'un processeur qui serait « préservé » de potentielles restrictions américaines

ARM China [a annoncé](#) début décembre avoir développé de façon indépendante un processeur d'image (ISP), présenté comme le modèle i3/i5 de la gamme Linglong (玲珑), avec des performances de 8 M de pixels pour une fréquence de 600 MHz pour la version haut de gamme. Ce produit serait le résultat de deux ans de recherches effectuées en Chine. La propriété intellectuelle sur cette innovation étant d'origine locale, la filiale chinoise du groupe britannique estime que ce produit ne sera pas soumis aux contrôles d'exportations américains, quelle que soit l'évolution de la réglementation en la matière.

Pour rappel, en septembre, ARM China avait précisé que la coentreprise chinoise était « une entité légale indépendante déclarée conformément au droit chinois » créée en Chine, et a affirmé son engagement envers les intérêts chinois. L'accès aux locaux de la coentreprise aurait même été interdit au personnel d'ARM, tandis qu'ARM China appelle directement les autorités chinoises à se pencher sur les « menaces » d'ARM à son encontre.

Dans ce contexte, l'entreprise américaine Nvidia a annoncé le 13 septembre l'acquisition d'ARM, fournisseur britannique d'architectures de semi-conducteurs pour un montant de 40 Mds USD –un record dans ce secteur. Du fait de l'existence d'une JV, ARM China, établie en 2018 et détenue majoritairement par la partie chinoise, les autorités chinoises pourraient néanmoins s'opposer à ce rachat. Entré sur le marché chinois en 2002, ARM a une position dominante sur ce marché: 95 % des semi-conducteurs produits en Chine s'appuient sur l'architecture ARM et 200 entreprises chinoises sont titulaires d'une licence d'ARM.

Semi-conducteurs : plusieurs acteurs du secteur automobile en Chine font état de ruptures d'approvisionnement

Les groupes allemands Bosch et Continental, qui assemblent ces systèmes et sont parmi les premiers fournisseurs du marché chinois, [ont annoncé](#) de fortes tensions sur leurs stocks de semi-conducteurs. Une rupture d'approvisionnement de microcontrôleurs (MCU) compatibles avec les systèmes automobiles représenterait une rupture dans la chaîne de production des unités de commande électronique (ECU), composants essentiels des systèmes de commande dans l'industrie automobile. Bien que certaines entreprises déclarent avoir accumulé des stocks, la presse chinoise [fait état](#) d'un vent de « panique » (慌) sur le marché.

Une source de Continental prévoit un impact sur 15% de la production automobile chinoise, rien que pour ce fournisseur. Au total, 48% des entreprises du secteur interrogées lors d'un récent sondage déclarent avoir remarqué des tensions sur leur approvisionnement en composants microélectroniques. Plusieurs constructeurs, tels que les coentreprises de Volkswagen avec SAIC et FAW, auraient déjà ralenti leur production mais les effets de cette disruption de la chaîne de valeur devraient s'étendre plus largement au premier trimestre 2021. L'impact sur la production automobile en Chine, qui était repartie en forte hausse ces derniers mois, devrait être significatif selon Li Shaohua, secrétaire général adjoint de la China Association of Automobile Manufacturers (CAAM).

La CAAM explique cette rupture d'approvisionnement par plusieurs facteurs : (1) investissements insuffisants dans la production, (2) augmentation de la demande en semi-conducteurs ([marché en croissance](#) de 4% à l'échelle mondiale cette année) notamment pour le secteur de l'électronique et (3) ralentissement de la production en Europe et Asie du Sud-Est dû à la pandémie de covid-19. En réalité, des difficultés auraient été identifiées dès le mois d'août dernier.

En conséquence, plusieurs entreprises spécialisées dans la production de ces composants, telles que les néerlandais NXP ou le japonais Renesas Electronics ont annoncé une augmentation à venir de leurs prix. Bien qu'une « alliance pour l'innovation et la production de puces automobiles » ait été créée par le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) en septembre et que la mise en place de chaînes d'approvisionnement locales fasse l'objet d'une stratégie nationale, les principales entreprises chinoises, notamment SMIC, accusent toujours un retard significatif par rapport aux leaders mondiaux, notamment européens (NXP, ST Microelectronics, Infineon...).

Cybergouvernance : le Comité central du Parti Communiste Chinois (PCC) souhaite renforcer la gouvernance et le contrôle du cyberspace

Le 7 décembre, le Comité central du PCC a [publié](#) ses « recommandations pour la construction d'une société basée sur la loi » pour la période 2020-2025 en rappelant que « le cyberspace n'est pas en-dehors de la loi ». Parmi les nombreuses pistes mises en avant, l'intégration du *big data* et de l'intelligence artificielle dans le système judiciaire est évoquée, de même que le développement d'un système « internet+ litige (juridique) » (诉讼). En outre, d'ici la fin de l'année 2020, le Comité central propose que soit présenté un plan d'action « internet+ sécurité publique » (互联网+公共安全). Un durcissement des sanctions pour les crimes en ligne, ainsi qu'un renforcement des capacités cyber en matière judiciaire est également annoncé.

La responsabilité des plateformes numériques en matière d'application de la loi, pour la lutte contre les délits en ligne, mais aussi pour la protection des données personnelles, est rappelée. Pour justifier ces mesures, un rapport a [été présenté](#) lors d'une conférence dédiée au « développement de la fiabilité en ligne » le 7 décembre à Qufu (Shandong). Les statistiques mises en avant révèlent que 91%

des personnes interrogées ont déjà été confrontées à des « rumeurs en ligne » et que 85% auraient déjà été victimes de fuites de données personnelles.

Le Comité central propose notamment de réfléchir à la mise en place d'une liste noire de crédit social pour les entreprises de service ayant « gravement porté atteinte à la confiance dans le cyberspace» (互联网信息服务严重失信主体信用信息). Les secteurs du live-streaming, les réseaux sociaux et les médias indépendants sont particulièrement visés, de même que les activités impliquant des mineurs, qui devraient prochainement faire l'objet de réglementations particulières. Parmi les mesures mises en avant lors de la conférence de Qufu, des représentants de la Commission Nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC), une des institutions en charge de la construction du système national de crédit social, et de la Cyberspace Administration of China (CAC) ont suggéré de renforcer les coopérations entre les différents systèmes de notation des plateformes privées en ligne afin de « construire un système efficace d'intégrité en ligne » (网络诚信建设取得显著成效).

Alors qu'elle est déjà particulièrement active en la matière, la Chine rappelle par ailleurs qu'elle veut s'impliquer fortement dans la définition des règles et normes internationales, et ce dans plusieurs secteurs-clés de l'économie numérique : e-commerce (en particulier transfrontalier), « technologies de l'information» et cybersécurité notamment.

Enfin, le cyberspace est également présenté comme un outil important pour l'éducation et la moralisation de la société, permettant notamment d'inculquer plus efficacement les « dix valeurs fondamentales du socialisme » ainsi que la culture chinoise. C'est pourquoi, un renforcement des efforts pour réduire la fracture numérique, mais également former la jeunesse, est suggéré.

Intelligence artificielle : Huawei et Megvii auraient développé un système de reconnaissance faciale permettant de reconnaître les personnes ouïgoures

L'organisation américaine IPVM, spécialisée dans la recherche sur la surveillance, a présenté dans un [article](#) récent un programme conjoint des entreprises Huawei et Megvii visant à développer « l'interopérabilité » de leurs systèmes afin de détecter automatiquement l'ethnicité des personnes ouïgoures présentes dans une foule et d'alerter la police. Pour cette solution, dont le développement aurait débuté dès 2018, Huawei aurait fourni les centres de données ainsi que l'équipement réseau tandis que Megvii se serait concentré sur les logiciels de reconnaissance faciale dynamique.

Huawei, qui avait publié sur son site une [présentation](#) du projet, n'a pas nié son existence mais a simplement affirmé qu'il s'agissait uniquement d'un « test » sans que cette solution ait été appliquée. Megvii a affirmé que cette solution ne visait pas à identifier un groupe ethnique en particulier.

L'utilisation de la reconnaissance faciale en Chine, et en particulier au Xinjiang n'est pas un sujet nouveau. Pour rappel, le gouvernement américain avait placé en mai 2019 les principales entreprises chinoises du secteur (SenseTime, Hikvision, Dahua, Megvii, iFlytek etc.) sur l'*entity list* du département du commerce pour leur participation supposée à la répression de la minorité ouïgoure. Ces dernières révélations ont néanmoins été particulièrement relayées dans les médias occidentaux, le footballeur français Antoine Griezmann ayant même [déclaré](#) le 10 décembre rompre son contrat de sponsoring avec Huawei pour cette raison.

Santé : alors que des vaccins chinois sont livrés à l'Indonésie, des politiques vaccinales prennent forme au niveau provincial en Chine

L'Indonésie a reçu le 6 décembre une première livraison de 1,2 M de vaccins produits par le laboratoire chinois Sinovac, et devrait en recevoir 1,8 M supplémentaires au cours du mois de décembre. Dans le



même temps, un vaccin développé par un autre laboratoire chinois, Sinopharm, a été approuvé aux Emirats Arabes Unis, où le gouvernement a mis en avant une efficacité de 86%, bien que la méthodologie utilisée pour obtenir ces résultats soit peu claire. Ces déclarations n'ont néanmoins pas été confirmées par Sinopharm, ni par les autorités, qui n'ont pas elles-mêmes approuvé ce vaccin, alors qu'une demande d'homologation a été déposée le 25 novembre. Début novembre, Wu Guizhen, expert en biosécurité au Centre Chinois pour la Prévention et le Contrôle des Maladies [avait déclaré](#) que les résultats de phase 3 du vaccin de Sinopharm étaient encourageants et que l'approbation aurait lieu « ce mois-ci (novembre) ou le mois suivant ».

Pourtant, en Chine, plusieurs provinces (Sichuan, Anhui, Jiangsu) [auraient déjà commencé à](#) acheter des vaccins et anticiperaient l'annonce officielle de validation en menant [des campagnes « d'urgence »](#) massives. C'est le cas par exemple dans le Sichuan, où 2 M de personnes considérées comme « à haut risque » (personnels médicaux, étudiants ou employés voyageant à l'étranger, ouvrier exposés à la chaîne du froid, mais aussi les personnes vulnérables, notamment les personnes âgées) devraient être vaccinées d'ici la fin de l'année pour un coût unitaire de 200 CNY (25 EUR) par dose (deux doses sont nécessaires).

Semi-conducteurs : Tsinghua Unigroup devrait faire défaut sur 2,5Mds USD d'obligations

Le géant public chinois des semi-conducteurs [a annoncé](#) jeudi 10 décembre un défaut sur 450 M USD (371 M EUR) d'obligations, qui impliqueraient mécaniquement un défaut plus large de 2,5 Mds USD (2,1 Md EUR). Ces annonces interviennent au cœur d'une vague de défauts obligataires des SOE chinoises mais peuvent paraître surprenantes dans le cas présent, tant le secteur des semi-conducteurs fait l'objet d'un fort soutien gouvernemental.

Propriété intellectuelle: les indicateurs mondiaux indiquent un recul des demandes de brevets dans le monde en 2019 du fait d'une baisse des dépôts chinois.

L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) vient de publier les indicateurs mondiaux pour l'année 2019. Une fois de plus, ces chiffres permettent de prendre conscience du poids de la Chine à l'échelle internationale. En matière de brevets, l'office de propriété intellectuelle chinois (la CNIPA) a reçu en 2019 1,4M de demandes, soit le double des demandes reçues par l'office américain, pourtant deuxième office le plus actif au monde. Cependant, le rapport de l'OMPI nous informe que pour la première fois depuis 24 ans, la CNIPA enregistre une baisse de 9,2% des demandes de brevets (soit plus de 141 000 demandes de moins qu'en 2018), en raison d'une chute de près de 11% des demandes émanant de déposants de résidents. Cela peut certainement s'expliquer par les évolutions récentes des politiques nationales d'incitation aux dépôts de brevets, qui mettent aujourd'hui l'accent sur des dépôts de qualité plus que sur leur quantité. En excluant la Chine des chiffres mondiaux, on constate en revanche une augmentation globale de 2,3% des dépôts.

Sur les autres titres, la Chine conserve la tête de tous les classements : elle représente à elle seule 51,7% des dépôts de marques mondiaux, 52,3% des dépôts de designs industriels, et spécificité chinoise extrêmement marquée, 96,9% de l'activité mondiale en matière de modèles d'utilités. La Chine est également n°1 en nombre de dépôts de variétés végétales, et elle s'illustre en 2019 avec une augmentation de 36% des dépôts en la matière par rapport à l'année précédente.

[Accéder au rapport intégral sur le site de l'OMPI.](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Finance verte : une coalition internationale de la Belt and Road Initiative soutenue par le gouvernement chinois recommande d'appliquer des contrôles environnementaux plus stricts pour les investissements chinois à l'étranger

Le 1er décembre 2020, à l'occasion du lancement du BRI Green Development Institute à Pékin, une coalition internationale d'ONG lancée par le MEE en 2019 –BRI International Green Development Cooperation - a publié un [rapport](#) visant à encourager les investissements chinois « verts » et à décourager ceux nuisibles à l'environnement dans le cadre de l'initiative « Belt and Road ». L'étude propose notamment de classer les projets en trois catégories "rouge", "jaune" et "vert" en fonction de leur impact positif ou négatif sur le climat, la pollution et la biodiversité et des garanties prévues pour prévenir les dommages environnementaux.

L'adoption d'une telle réglementation par la Chine serait une modification de la doctrine appliquée jusqu'à présent, dite du « principe du pays d'accueil » (à savoir le respect des réglementations environnementales du pays où est effectué l'investissement uniquement). Cette doctrine permet notamment à la Chine de financer à l'étranger la construction de centrales à charbon.

Marché carbone : appel à commentaires sur un projet de guide en matière de comptabilisation et bilan des émissions de gaz à effet de serre

Le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) a publié le 3 décembre dernier un appel à commentaires ouvert jusqu'au 4 janvier 2021, sur un projet de guide en matière de comptabilisation et bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour les entreprises du secteur de la production d'électricité assujetties au futur marché national du carbone (seules sont concernées les entreprises dont les émissions annuelles sont supérieures à 26 000 tonnes-équivalent-CO₂). Cet appel à commentaires n'est ouvert qu'à une vingtaine d'autorités, centres de recherche et grandes entreprises publiques dans le secteur de production d'électricité.

Conformément à la préparation du marché national du carbone, ce projet de guide indique que la comptabilisation des émissions de GES concerne les installations de production d'électricité, les émissions des installations auxiliaires ou des affaires courantes des entreprises étant exclues de la comptabilisation. A noter que le seul GES mentionné est le CO₂. En outre, le projet de guide précise les exigences pour l'élaboration des plans de surveillance et de calcul des émissions de CO₂. Il demande aux entreprises assujetties de soumettre chaque trimestre un bilan des émissions mensuelles. Une fois autorisé, le guide sera inscrit dans le cadre du standard national pour la protection de l'environnement.

Pour mémoire, le MEE avait déjà lancé un appel à commentaires sur un projet de plan d'allocation des quotas d'émissions dans le cadre de la préparation du marché national du carbone le 20 novembre (cf. [brèves du SER du 23 novembre 2020](#)) et un autre sur un projet de règlement du marché national du carbone le 2 novembre dernier (cf. [brèves du SER du 2 novembre](#)).

[Lire cet appel à commentaires en chinois](#)

Transport : nouvelle tarification dynamique pour la ligne TGV Pékin –Shanghai

La ligne de chemin de fer la plus fréquentée de Chine entre la gare sud de Pékin et la gare Hongqiao de Shanghai passera de tarifs fixes à des tarifs fondés sur la demande à partir du 23 décembre, selon l'annonce de l'opérateur de la ligne Beijing-Shanghai High Speed Railway Co Ltd.



A partir de cette date, les [tarifs](#) en deuxième classe varieront au maximum de + 8% à - 10% par rapport à la situation actuelle (soit un intervalle de prix de 498 RMB à 598 RMB). Pour la classe affaires, les prix varieront entre 1 748 et 1 998 RMB.

La ligne Pékin-Shanghai étant souvent la première à expérimenter de nouvelles politiques, il est possible que ce nouveau système tarifaire soit étendu à d'autres lignes ferroviaires chinoises.

Développement durable : publication des retours d'expériences des zones pilotes de civilisation écologique

La Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) a publié le 27 novembre dernier un retour d'expériences des « zones pilotes de civilisation écologique ». La Chine avait nommé les provinces du Fujian, du Jiangxi, du Guizhou et de Hainan zones pilotes, suite à la publication d'un [avis sur la mise en place des zones pilotes de civilisation écologique](#) par le Conseil des affaires d'Etat en 2016. Les quatre provinces ont depuis mené des expérimentations relatives à la civilisation écologique, résultant en une centaine de bonnes pratiques à reproduire par les autres provinces chinoises. La liste publiée comprend des initiatives dans les domaines suivants : la propriété des ressources naturelles, la planification spatiale, le système de gouvernance environnementale, la gestion du tri des déchets ménagers, la gestion des ressources en eau, l'amélioration de l'habitat rural, la protection et la restauration écologique, l'économie circulaire et le développement sobre en carbone, la finance verte, le système de compensation écologique, la réduction de la pauvreté par le biais de la protection environnementale, etc. Les zones pilotes ont également mené des expérimentations en matière de droit de la civilisation écologique.

[Lire la liste complète en chinois](#)

Aéronautique : les programmes de Xi'an Aircraft Company connaissent des difficultés

Le 28 mars 2020 dernier, un avion Y12E fabriqué par HAIG (filiale d'AVIC, basée à Harbin) opéré par Nepal Airlines [se crashait à l'atterrissage à l'aéroport de Ganj](#) (Népal). Nepal Airlines a officialisé la semaine dernière [la sortie progressive de tous les appareils chinois de sa flotte](#), soit deux autres Y12E (17 places) et 4 avions turbopropulseurs « Mordern Ark » MA 60 (56 places) produits par Xian Aircraft Company (XAC, filiale d'AVIC, basée à Xi'an). Quatre de ces six appareils avaient été acquis en 2012 dans le cadre d'un accord gouvernemental par le Ministère du tourisme népalais (pour une valeur de 31,5 M USD à l'époque), via un prêt contracté à l'Export-Import Bank of China. La Chine a fait don de deux autres appareils en 2014, un Y12E et un autre MA-60. Népal Airlines a donc annoncé publiquement son intention de revendre ces avions pour acquérir [deux ATR-72 et trois DHC-6](#).

Certifié en juin 2000 par l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC), le MA60 de XAC, dérivé de l'Antonov AN-24 n'a jamais obtenu les certifications européenne (EASA) ou américaine (FAA). Si le constructeur annonce le chiffre de 250 commandes, seule une petite centaine d'appareils auraient été effectivement livrés, avec estimation d'une moitié hors de Chine, en Asie (Laos, Philippines) et en Afrique (Cameroun, Congo, Erythrée, Zimbabwe), parfois dans des configurations « défense » pour quelques armées de l'air clientes (Ghana, Sri Lanka, Zambie). Le MA60 a subi au moins [sept accidents mortels notables depuis 2009](#). Cela a contribué à mettre un terme aux ambitions commerciales de XAC sur ce programme.

Successeur du MA-60, le MA-700, annoncé en 2008 et dont le programme a concrètement débuté en 2013, n'a toujours pas pu opérer son vol d'essai, qui était [programmé cette année](#) mais différé *sine die*. Ce nouveau turbopropulseur de XAC (70 à 90 places) est un concurrent direct de l'ATR72, avion





régional qui demeure sans possibilité d'accès au marché chinois, car toujours non certifié par la CAAC. En septembre dernier, les autorités canadiennes refusaient de délivrer une [licence d'exportation au motoriste Pratt & Whitney](#), dont le PW150C doit équiper le MA-700. Cette décision intervient, alors que [les autorités américaines inscrivaient AVIC et ses filiales](#) en juin dernier sur les listes des entreprises chinoises entretenant un lien trop étroit avec l'Armée Populaire de Libération. Le MA-700 compte en parallèle sur de nombreux fournisseurs étrangers, américains mais aussi français, comme Liebherr (système d'aération), Safran (notamment génération électrique et train d'atterrissage) ou Thales (module transformateur redresseur).

Retour au sommaire ([ici](#))

ACTUALITES REGIONALES

Huawei bâtit une usine de semi-conducteurs dans la « Vallée optique » de Wuhan

Le gros œuvre de la future usine baptisée « Wuhan Huawei Optical Factory Project » a été achevé le 30 novembre dans la zone économique spéciale du lac de l'est de Wuhan, surnommée « Vallée optique » en raison de la présence historique d'entreprises d'optoélectronique. Ce complexe de 209 000 m² est situé à proximité d'un centre de recherche sur les terminaux mobiles déjà ouvert par Huawei en 2017. Selon les informations rapportées par la presse chinoise, l'ensemble constituera la plus grande base de R&D de Huawei en Chine centrale et devrait conférer à l'entreprise une capacité de production sur l'ensemble de la chaîne de valeur des semi-conducteurs, du design à la fonderie aux activités d'emballage et de test pour des technologies d'optoélectroniques et des applications qui devraient se situer dans l'électronique grand public, lors de son ouverture prévue fin 2021. L'usine n'utilisera aucune technologie américaine et devrait initialement se concentrer sur la fabrication de puces de 45 nm, très en retrait par rapport aux leaders mondiaux mais qui peuvent suffire pour certaines applications, avant de passer à des nœuds inférieurs à 20 nm en 2022. L'investissement annoncé pour ce projet, de l'ordre de 1,8 Mds CNY (275 M USD), demeure néanmoins modeste au regard des investissements nécessaires dans le domaine des semi-conducteurs. Un autre projet de Huawei, initié en 2018 et approuvé en juin 2020, prévoit un investissement de 1 Md GBP (1,33 Md USD) à Cambridge (R-U) pour la mise en place d'un centre similaire, également dédié à la R&D et à la production dans le domaine de l'optoélectronique.

Delta du Yangtsé : Mise en service d'un tronçon supplémentaire (Huai'an-Zhenjiang) de la ligne LGV qui relie le nord du Jiangsu et les grandes métropoles du Delta

A compter du 11 décembre, le tronçon LGV Huai'an - Zhenjiang (199 km) sera mis en service, marquant l'achèvement de la construction de l'ensemble de la ligne LGV entre Lianyungang et Yangzhou (300 km). Cette ligne LGV traverse 11 gares du nord au sud du Jiangsu, formant une artère ferroviaire bénéficiant directement à plus de 20 millions d'habitants.

Le temps de trajet des passagers venant du centre ou du nord du Jiangsu vers Shanghai, Nankin et Hangzhou sera considérablement raccourci. Cette ligne fait partie de l'axe ferroviaire majeur du réseau à grande vitesse qui relie le Delta du Yangtsé aux les pôles économiques du Nord de la Chine, notamment la zone Pékin-Tianjin-Hebei et la baie de Bohai.

[Source](#)

Shanghai : L'ouverture officielle de la zone des produits chimiques pour l'électroniques de Shanghai est vitale pour l'industrie chinoise des circuits intégrés

Le 3 décembre, la zone des produits chimiques pour l'électronique de Shanghai a été officiellement inaugurée et se concentrera sur le développement de projets de chimie à destination de l'industrie des circuits intégrés en Chine. La zone se concentrera sur 3 catégories de produits : résines photosensibles, gaz spéciaux pour l'électronique, produits chimiques et précurseurs liquides. Cette zone dédiée à la chimie pour l'électronique a trois objectifs (« trois concentrations ») : rassembler des entreprises de ce secteur spécialisé de la chimie, faire venir des technologies et des talents. Elle devra être capable de mener des activités de R&D, de production et de stockage. D'ici 2025, la zone chimique s'efforcera de répondre à 70% des besoins de l'industrie des circuits intégrés de Shanghai (et à 65% des besoins nationaux), puis à 90% d'ici 2030.



[Source](#)

Sichuan : Air Liquide mise sur l'hydroélectricité pour produire un hydrogène 100 % propre

Air Liquide Chine et Sichuan China national nuclear Guoxing Technology ont signé le 3 décembre l'accord d'établissement d'une joint-venture qui prévoit leur coopération sur toute la chaîne de valeur de l'hydrogène dans la ville de Ya'an, au Sichuan, où sera mis en place un écosystème urbain basé sur l'industrie de l'hydrogène (production, stockage, logistique, distribution). L'objectif est notamment de produire un hydrogène de façon intégralement renouvelable et non polluante, par électrolyse, en puisant dans l'énergie hydroélectrique de la région.

[Source](#)

Sichuan : Mise en service à Chengdu d'un nouveau réacteur expérimental à fusion nucléaire

Le HL-2M Tokamak, réacteur expérimental à fusion nucléaire le plus avancé de Chine, est entré avec succès en opération à Chengdu le 4 décembre, selon la China National Nuclear Corporation (CNNC). Présenté comme une étape importante pour la Chine dans le développement d'une énergie propre grâce à la fusion nucléaire contrôlée, il est capable d'opérer à une température dix fois supérieure à celle du soleil (environ 150 millions de degrés Celsius) et utilise les réactions de particules se produisant au cœur des étoiles pour produire de l'énergie sans générer de déchets - contrairement à la fission nucléaire- ni de gaz à effet de serre. L'ingénieur en chef de l'Institut des sciences de la fusion du CNNC, Yang Qingwei, a déclaré que l'état de confinement du plasma magnétique nécessaire à la réaction de fusion pouvait être atteint pendant 10 secondes. La difficulté consiste en effet à maintenir les conditions de la fusion nucléaire de façon stable et durable dans des matériaux suffisamment résistants (le record de stabilité d'un plasma pour la fusion est actuellement de 6 minutes 30 et est détenu par Tore Supra, un tokamak français du CEA). Les travaux autour du réacteur HL-2M doivent déboucher sur le développement de nouvelles technologies dans le domaine de la physique des plasmas et constituent une contribution chinoise au projet international Iter, basé en France dans les Bouches-du-Rhône. Pour rappel, Iter est le plus grand projet de recherche sur la fusion nucléaire au monde et est porté par l'Union Européenne, la Chine, le Japon, la Corée et les Etats-Unis depuis 2006. L'assemblage du réacteur expérimental Iter a débuté cet été et les premiers tests expérimentaux devraient avoir lieu en 2025.

[Source](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

HONG KONG et MACAO

HONG KONG

Economie : les agences de notation Fitch et S&P ont publié les 7 et 8 décembre leurs prévisions 2021 pour la zone Grande Chine et Asie pacifique. **Le PIB de Hong Kong devrait se contracter de -6,5% selon Fitch, et de -5,8% selon S&P. un rebond est attendu en 2021, de +4% selon Fitch et de 4,8% selon S&P. Le secrétaire aux finances M. Paul Chan a déclaré** pour sa part le 7 décembre au Conseil législatif qu'il **ne prévoyait pas de reprise économique à Hong Kong avant fin 2021 au plus tôt**. Le gouvernement a revu le 25 novembre sa prévision de croissance à -6,1% contre une estimation comprise entre -4 et -8% précédemment.

Impact économique du Covid-19 : le gouvernement impose de nouvelles restrictions le 9 décembre avec la fermeture des restaurants après 18h, des installations sportives et des salons de beauté, complétant celle depuis le 2 décembre des cinémas, parcs à thèmes et musées, et depuis le 26 novembre des bars et clubs. Les écoles sont également fermées depuis le 23 novembre, jusqu'en janvier. Le télétravail est généralisé pour les fonctionnaires et largement suivi par le secteur privé. **Carrie Lam a annoncé le 10 décembre, dans une intervention devant la Chambre de commerce hongkongaise HKGCC, la préparation de mesures de soutien ciblées sur les secteurs les plus affectés par la 4^{ème} vague de COVID-19.**

Monnaie digitale : dans un communiqué du 4 décembre la HKMA annonce un projet pilote de tests du e-CNY entre Hong Kong et la Chine. Un système de paiement électronique *Faster Payment System (FPS)* est déjà en place à Hong Kong et **HKMA a annoncé le 4 décembre s'intéresser à l'extension de cette solution de paiement instantané à l'étranger pour les particuliers**. La HKMA travaille sur l'application de la Fintech dans les paiements transfrontaliers depuis plusieurs années, avec des enjeux de simplification en termes de coûts et délais ainsi que d'amélioration de la transparence. **Le 4 décembre Eddie Yue, Directeur de la HKMA, a annoncé la mise en place d'un projet pilote de test avec l'institut de la monnaie digitale de la PBOC pour utiliser le e-CNY pour des paiements transfrontaliers entre la Chine et Hong Kong.**

Par ailleurs, depuis 2019, HKMA et la banque centrale de Thaïlande pilotent un projet de recherche conjoint sur l'utilisation de monnaies digitales de Banque centrale dans les paiements transfrontaliers. **Le projet baptisé Lion Rock, adossé à des technologies Blockchain, est entré cette année dans sa 2^{ème} phase et inclura d'autres monnaies digitales de banques centrales.**

Régulation financière : le régulateur comptable et d'audit hongkongais (Financial Reporting Council, FRC) a pour la première fois obtenu le 4 décembre de la part du ministère des finances chinois la transmission des comptes audités de 7 entreprises chinoises cotées à Hong Kong, jusqu'alors considérés par les autorités chinoises comme des « secrets d'Etat ». 4 documents comptables audités d'entreprises chinoises également considérés par Pékin comme des « secrets d'Etat » devraient également être transmis prochainement, selon le FRC. Les comptes de certaines entreprises chinoises considérés par Pékin comme des « secrets d'état » ne sont pas divulguables à l'étranger selon un décret édicté par le ministère des finances chinois en 2015. Selon le FRC, les autorités chinoises ont consenti à transmettre ces documents après avoir obtenu les autorisations requises, notamment du bureau des secrets d'Etat, qui a confirmé que les documents d'audit ne contenaient pas de données sensibles. Le

FRC et le ministère chinois des finances avaient signé un protocole d'accord le 22 mai 2019 afin de résoudre cette problématique.

Ce manque de transparence a conduit le Congrès des Etats-Unis à voter le Foreign Companies Accountable Act le 2 décembre 2020, afin d'obliger les entreprises cotées aux Etats-Unis à prouver qu'elles ne sont pas contrôlées par un gouvernement et à soumettre leurs comptes audités au régulateur financier dans un délai de 3 ans. La loi reste en attente de promulgation par le président américain.

MACAO

Economie : Fitch prévoit une contraction du PIB de Macao de -50% en 2020, suivi par un rebond de la croissance de +35% en 2021.

TAIWAN

CBC : la banque centrale s'inquiète de l'appréciation du TWD et de l'augmentation des prêts immobiliers

[Le TWD s'est apprécié depuis le début de l'année, de 30,045 pour 1 USD en janvier, à 28,521 le 4 décembre, soit son niveau le plus élevé depuis juillet 1997.](#) Cette appréciation a momentanément franchi le seuil de 28,5 TWD pour 1 USD à partir duquel la CBC déclenchait précédemment une intervention. Du côté de la bourse de Taïwan, l'indice TAIEX a atteint 14 321 points, dépassant pour la première fois la barre des 14 000 points. Par ailleurs, la CBC a récemment annoncé que les [réserves de change atteignaient 513,4 Mds USD à la fin novembre](#), augmentant de 12,1 Mds USD sur un mois. La CBC attribue cette hausse continue à la bonne gestion des réserves en devises ainsi qu'à l'entrée importante de capitaux étrangers. Lors d'une conférence de presse, la [CBC a annoncé le resserrement de la gestion des crédits immobiliers](#). Les nouvelles mesures restrictives, entrées en vigueur à compter du 8 décembre 2020, pour freiner la spéculation immobilière visent principalement les sociétés immobilières et les propriétaires possédant plus de 2 logements. La CBC justifie ces mesures par le comportement de [certaines banques qui proposaient des taux d'intérêt extrêmement bas](#) et ou des délais de grâce anormalement longs. En octobre, la part des crédits immobiliers dans le total des crédits a atteint 35,9%, soit un niveau proche de son record historique (37,9%).

Commerce extérieur : l'excédent commercial atteint 53 Mds USD (+29,3%) sur les 11 premiers mois

Selon les statistiques du ministère des Finances, les exportations taïwanaises s'élèvent, au cours des onze premiers mois de l'année, à 312 Mds USD. Elles progressent de 4,2%, notamment vers la Chine (136,7 Mds USD, soit +14,0%, y/c Hong Kong), les Etats-Unis (46,0 Mds USD, +9,5%) et le Japon (21,3 Mds USD, +0,3%). Elles baissent en revanche vers l'ASEAN (48,0 Mds USD, -2,9%) et l'Europe (25,2 Mds USD, -6,5%). Les produits électroniques restent le principal secteur d'exportation de l'île (122,8 Mds USD, +20,3%). Parmi les autres secteurs de l'industrie, les produits de télécommunication progressent de +15,1% à 44,4 Mds USD alors que les produits métallurgiques baissent (23,0 Mds USD, -9,5%) ainsi que les machines (19,6 Mds USD, -7,9%) et les plastiques (19,1 Mds USD, -7,8%). La Chine reste la première destination des exportations taïwanaises (43,8% du total). Les importations taïwanaises qui représentent 259,2 Mds USD, progressent de 0,2% par rapport à la même période en 2019 ; celles des produits électroniques (63,0 Mds USD, +16,3%) et des produits de télécommunication (18,8 Mds USD, +21,1%) augmentent mais les importations de produits minéraux (31,5 Mds USD, -

29,1%), de machines et équipements (29,3 Mds USD, -0,9%) et de produits chimiques (24,0 Mds USD, -3,9%) diminuent. La Chine (y compris Hong Kong) reste le premier fournisseur de Taïwan (22,5% du total, +10,2%), suivie par le Japon (16,0%, +4,5%), l'ASEAN (12,6%, +3,1%), l'Europe (12,6%, +1,4%) et les Etats-Unis (11,4%, -6,6%). Au final, l'excédent commercial progresse de 29,3% à 53 Mds USD.

Semi-conducteurs : vers une localisation croissante de la production d'équipements à Taïwan

[Une dizaine d'associations industrielles et de centres publics de R&D](#) (TMBA, SEMI, TEEMA, PIDA, MIRDC, ITRI, etc...) ont signé un accord pour promouvoir la localisation à Taïwan de la production des équipements utilisés par l'industrie des semi-conducteurs. Selon le Président de la Taiwan Machine Tool and Accessory Builders' Association, l'industrie locale des semi-conducteurs dépend à 90% des importations d'équipements. Le Président de SEMI Taiwan a indiqué quant à lui que Taïwan devrait être le premier marché des équipements de l'industrie des semi-conducteurs, en 2020, avec plus de 62 Mds USD. Il a souligné le rôle moteur que pouvait jouer les équipementiers étrangers dans l'écosystème local en s'implantant à Taïwan (maintenance et assemblage). Le vice-premier ministre a rappelé à cet égard que les trois parcs scientifiques taïwanais fonctionnaient à plein régime et que le développement régional du sud de l'île était une priorité. [Applied Materials, Lam Research et ASML](#) sont ainsi invités à y localiser une partie de leurs activités.

Transition numérique : la ville de Kaohsiung lance une alliance « 5G AIoT »

Le maire de Kaohsiung, CHEN Chi-mai, a annoncé [la création](#) d'une nouvelle alliance 5G AIoT qui permettra de réorienter une partie de l'activité des industries des TIC vers le sud de Taïwan. Elle regroupera les services municipaux, des agences gouvernementales et des entreprises de l'industrie des TIC. L'objectif consiste à donner un rôle de leader à Kaohsiung dans la transition numérique de l'île. Cette alliance pourrait rassembler 300 entreprises dont Microsoft Taiwan, Cisco Taiwan, Amazon AWS, Chunghwa Telecom, Far EasTone Telecommunications et Taiwan Mobile. En coopération avec le ministère de l'économie (MOEA) et Taiwan Life Insurance, un nouveau hub dédié aux start-ups sera également créé dans cette ville. Cette alliance va renforcer l'écosystème de l'industrie électronique de Kaohsiung où sont notamment localisés le siège et les principales usines d'Advanced Semiconductor Engineering Inc. (ASE), le leader mondial des tests et de l'assemblage des semi-conducteurs.

Croissance : l'industrie des TIC reste un des principaux moteurs de la croissance en 2020

Selon la banque DBS, [l'industrie des TIC](#) à Taiwan devrait rester un des principaux vecteurs de croissance en 2021. Les entreprises taïwanaises de ce secteur devraient poursuivre la délocalisation de leurs activités les plus sensibles hors de Chine. Si DBS anticipe un ralentissement de la demande de produits électroniques, en 2021, la demande de services cloud, de centres de données et d'applications 5G devrait rester dynamique car elle s'inscrit dans un processus de transition numérique au niveau mondial suite à la pandémie. La demande de téléphones portables devrait augmenter avec la constitution et l'expansion des réseaux 5G. DBS prévoit une croissance du PIB à 1,8%, en 2020, et de 4,2% en 2021. [Fubon Financial Holding](#) table de son côté sur une croissance qui se situerait entre 3,5 et 4%, en 2021, en fonction de l'efficacité des vaccins contre la covid-19 et des délais d'approvisionnement au niveau mondial. Enfin, [Standard Chartered Bank Taiwan](#) se montre plus conservatrice et anticipe une croissance de 3,3%, soit un niveau inférieur aux prévisions gouvernementales à 3,83% (DGBAS), notamment en raison des incertitudes planant sur le volume de vaccins disponibles et du ralentissement des investissements privés.

MONGOLIE

Impact du confinement sur la situation des ménages mongols : épuisement de l'épargne et difficulté à honorer les créances bancaires.

Selon une [enquête](#) menée par l'institut de sondage [SICA](#) auprès de 401 ménages d'Oulan-Bator entre 5 au 9 décembre 2020, 40% des ménages interrogés ont subi une baisse directe de leurs revenus en raison du confinement (en vigueur depuis le 12 novembre et devant prendre fin le 14 décembre 2020). Le revenu moyen des ménages a diminué de 40%, passant de 1 325 400 MNT (382€) à 796 100 MNT (229€). Alors que 11,5% des ménages interrogés disposaient de suffisamment d'épargne pour subvenir à leurs besoins pendant le confinement ; 88,5% se sont trouvés en situation de grande difficulté. En outre, 35,7% des ménages interrogés disent ne pas pouvoir rembourser leurs échéances bancaires.

Une contraction du commerce extérieur de 7,1%, contrebalancée par une réduction des importations sur les 11 premiers mois de l'année 2020.

[Le volume des échanges extérieurs s'est contracté de 7,1%](#) sur les onze premiers mois de l'année 2020 pour s'établir à 11,7 MUSD, en raison de la chute des exportations de produits minéraux et de textiles. Toutefois l'excédent commercial a atteint plus de 1,9 Md USD sur la même période, dû à la diminution drastique des importations de minéraux, véhicules et appareils électriques notamment. La baisse du nombre de véhicules transportant le charbon mongol à destination de la Chine reste une source de préoccupation majeure pour les autorités, qui comptent sur l'augmentation des volumes exportés afin de générer d'avantage de ressources fiscales.

Selon l'Administration générale des douanes de Mongolie, les produits minéraux représentaient en 2020 69% des exportations totales de la Mongolie (pour un volume de 4,7 Mds USD). Une diminution de l'ordre de 20% a été relevée : les exportations de charbon de pierre représentent 29% des exportations et le concentré de cuivre 22%. Les exportations de pétrole (évaluées à 128,2 MUSD) ont quant à elles été divisées par 2,6 comparé à la même période en 2019.

Moody's Investors Service: réévaluation des mesures de notation pour neuf banques commerciales mongoles, suite à la mise à jour par la Banque de Mongolie des critères concernant l'obligation de réserves de change.

Moody's Investors Service a relevé, le 9 décembre 2020, la notation des dépôts en devises à long terme de huit banques commerciales mongoles à B3 de Caa1. Dans le même temps, l'agence a abaissé les notes de risque de contreparties en devises à long terme pour ces neuf mêmes banques mongoles de B3 de B2. Cette révision de la notation est engendrée par la décision récemment prise par la Banque de Mongolie d'abaisser les réserves obligatoires de devises pour les banques commerciales. Les Banques concernées sont les suivantes : (1) Bogd Bank LLC, (2) Capitron Bank LLC, (3) Development Bank of Mongolia LLC (DBM), (4) Golomt Bank LLC, (5) Khan Bank LLC, (6) State Bank LLC, (7) Banque de commerce et de développement de Mongolie LLC (TDBM), (8) Banque de transport et de développement LLC (TransBank), et (9) XacBank LLC.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei

Adresse : N°60 Tianszulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PÉKIN – RPC, CP 100600

Rédigé par : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Antoine Moisson, Camille Paillard, Lianyi Xu, Pascal Millard, Dominique Grass, Li Wei, Maxime Sabourin, Odile Huang, Hugo Debroise, Charlotte Lau, Chen Cheng

Revu par : David Karmouni, François Lemal, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, Orhan Chiali

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet

